



Avant d'entrer en Europe

CE QUE DEVRAIT FAIRE Mr. HEATH



Au cours de la campagne électorale britannique, quand un conservateur enragé lança un oeuf contre M. Wilson, en l'accusant d'être responsable de la crise économique que traverse l'Angleterre, le leader travailliste, tout en essayant les traces gluantes qui souillaient son veston, répondit avec le caractère flegme britannique :

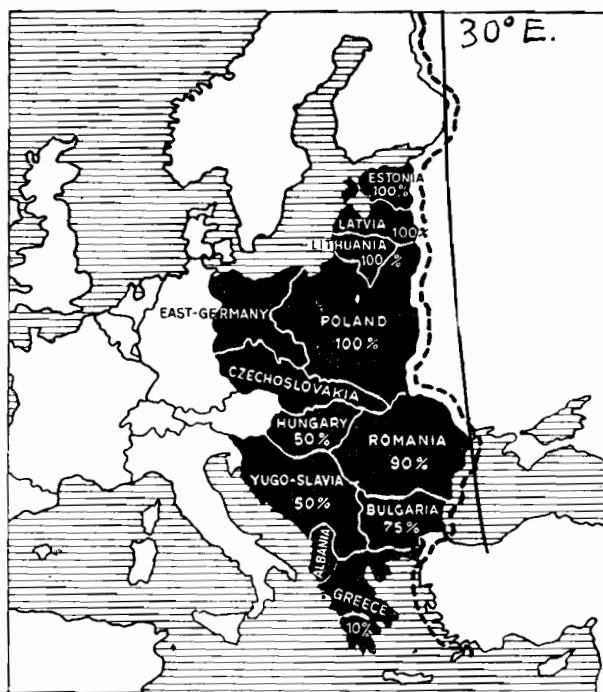
— On dirait que les prix des denrées alimentaires ne sont pas tellement exorbitants, quand on voit gâcher les oeufs aussi facilement...

Mais la réalité est un peu différente et l'Angleterre qui fait confiance à Edward Heath, et donc aux conservateurs, cherche maintenant un meilleur équilibre économique en entrant dans la Communauté Européenne. C'est exactement ce qu'avaient essayé de faire récemment les travaillistes.

On pourrait en conclure — puisque conservateurs et travaillistes sont partisans de l'entrée de Londres dans le Marché Commun, que tout le peuple britannique les suit.

Mais ce n'est pas le cas. Grande partie du peuple anglais est contre ce qu'il estime une « mauvaise affaire » et un « saut dans l'obscurité européenne ». On calcule — et de sérieux sondages de l'opinion publique le confirment — que les trois quarts de la population britannique sont opposés à ce rapprochement. Les agriculteurs qui, à l'heure actuelle, n'arrivent à produire qu'à peine la moitié des besoins nationaux, devront renoncer aux subsides à la production accordés par l'Etat, qui ne sont pas autorisés par les règlements de la Communauté; de leur côté, les industries, automobiles et navales, trouveront sur les marchés européens une sérieuse concurrence. Quant aux classes laborieuses, elles savent qu'avec l'entrée dans la CEE les prix des denrées alimentaires subiront une hausse sensible puisque le gouvernement ne pourra plus importer d'Australie, de Nouvelle Zélande et du Canada, du blé et de la viande à bas tarifs et sans taxes douanières.

Mais il est beaucoup d'autres facteurs positifs qui déterminent, avec autant d'efficacité, une attitude britannique pro-européenne: l'Angleterre a compris que



Voici la carte de l'Europe Orientale telle que Churchill la proposa à Staline (qui l'accepta) le 9 octobre 1944.

si elle ne fait pas partie d'un grand marché de consommation elle sera, tôt ou tard, étouffée par les marchés européens ou américains. Pour ne citer qu'un seul exemple (et il y en aurait bien d'autres) la concurrence américaine dans l'industrie aéronautique a presque placé ces dernières années l'économie britannique en état de faillite par manque d'acheteurs.

Si bien que le gouvernement d'une part, tout comme l'opposition de l'autre, ont compris — fût-ce à contre-cœur — qu'un rapprochement avec l'Europe est nécessaire: ou pour mieux dire, vital.

* * *

Mais l'Europe, l'Europe de l'Atlantique à la Mer Noire, que pense-t-elle du nouveau candidat partenaire?

C'est là un facteur d'ordre moral qui ne doit pas échapper au Premier Ministre britannique, Edward Heath, né en 1916, donc encore jeune, mais non au point de ne pas connaître l'histoire de l'Angleterre de ces dernières trente années, et celle de son propre parti. Nous faisons allusion à la honteuse page de Jalta, datée 1945, élaborée le 9 octobre 1944 à Moscou, et qui porte la signature du conservateur Winston Churchill: une page qui a déterminé la crise et la désagrégation de l'Europe. Une désagrégation, encore en plein cours et dont les événements de Hongrie et de Tchécoslovaquie ne sont que les étapes les plus récentes.

A la veille de l'entrée de l'Angleterre dans la CEE personne ne parle de Jalta. L'aurions-nous oubliée?

Jalta 1945: page de sang, de complaisance ou de cynisme politique, en tout cas témoignage d'un abus de pouvoir inouï, concerté entre le chef des conservateurs britanniques et Roosevelt, et qui faisait don à l'avidité et au joug russo-asiatique, de plus de cent millions d'Européens, non moins civilisés que les Anglais et ayant droit, tout autant que les Anglais, au respect de la dignité humaine, à l'indépen-

dance politique, et à tous les droits sacrés de l'homme.

Jalta 1945: honteuse et tragique transaction, conclue avec la mentalité des marchands d'esclaves et au cours de laquelle, pour jouer le rôle des « grands », on vendit et acheta ce qui n'appartenait à aucun de ces « grands ». Qui peut oublier ce 1945 dont la « morale » inspire encore le cerveau de l'actuel successeur de Staline, M. Brejnev qui a inventé, suivant le même cynisme qui régnait à Jalta, la théorie de la « souveraineté limitée? ».

* * *

Les jeunes dirigeants du parti conservateur britannique — conscients des exigences des temps où nous vivons et qui imposent l'édification de la nouvelle Europe sur la base des principes libéraux où la dignité et l'indépendance de n'importe quel peuple européen doivent être non seulement admises mais défendues par tous, — ne sont pas responsables des erreurs d'hier.

Mais, avant de frapper aux portes de l'Europe, le conservateur Mr. Heath devrait PUBLIQUEMENT DENONCER les accords de Jalta — ce qui ne pourrait que lui faire honneur.

Sans cette politique, exprimée en termes clairs, les portes de la Communauté Européenne ne devraient pas s'ouvrir pour l'Angleterre.

Horia ROMAN

CHURCHILL, the second world war 11

The Tide of Victory

201

CHAPTER 15

October in Moscow

I Arrive at Moscow, October 9 - Our First Meeting in the Kremlin - A Half-Sheet of Paper - My Telegram to the President of October 11 - Stalin Dines at the British Embassy - I Send Harry Hopkins the News - Balkan Tangles - My Note of October 11 on Eastern Europe - A Report to the Cabinet, October 12 - Russia and Roumania - Great Britain and Greece - A Meeting with the Poles, October 13 - Command Performance at the Bolshoi Theatre - Russian Plans for War with Japan - The Second Military Meeting in the Kremlin, October 15 - The Curzon Line - My Telegram to the King of October 16 - 'All Poles' Day' - I Report to the President, October 22 - The Future of Germany - Closer Contact with the Soviets than Ever Before.

We alighted at Moscow on the afternoon of October 9, and were received very heartily and with full ceremonial by Molotov and many high Russian personages. This time we were lodged in Moscow itself, with every care and comfort. I had one small, perfectly appointed house, and Anthony another near by. We were glad to dine alone together and rest. At ten o'clock that night we held our first important meeting in the Kremlin. There were only Stalin, Molotov, Eden, and I, with Major Birse and Pavlov as interpreters. It was agreed to invite the Polish Prime Minister, M. Romer, the Foreign Minister, and M. Grab-ski, a grey-bearded and aged academician of much charm and quality, to Moscow at once. I telegraphed accordingly to M. Mikolajczyk that we were expecting him and his friends for discussions with the Soviet Government and ourselves, as well as with the Lublin Polish Committee. I made it clear that refusal to come to take part in the conversations would amount to a definite rejection of our advice and would relieve us from further responsibility towards the London Polish Government.

The moment was apt for business, so I said, 'Let us settle about our affairs in the Balkans. Your armies are in Roumania and Bulgaria. We have interests, missions, and agents there. Don't let us get at cross-purposes in small ways. So far as Britain

and Russia are concerned, how would it do for you to have ninety per cent. predominance in Roumania, for us to have ninety per cent. of the say in Greece, and go fifty-fifty about Yugoslavia?' While this was being translated I wrote out on a half-sheet of paper:

Roumania					
Russia	.	.	.	.	90%
The others	.	.	.	.	10%
Greece					
Great Britain	.	.	.	.	90%
(in accord with U.S.A.)					
Russia	.	.	.	.	10%
Yugoslavia	.	.	.	.	50-50%
Hungary	.	.	.	.	50-50%
Bulgaria					
Russia	.	.	.	.	75%
The others	.	.	.	.	25%

I pushed this across to Stalin, who had by then heard the translation. There was a slight pause. Then he took his blue pencil and made a large tick upon it, and passed it back to us. It was all settled in no more time than it takes to set down.

Of course we had long and anxiously considered our point, and were only dealing with involved on both sides for what we then hoped would be a peace table when the war was won.

After this there was a long silence. The pencilled paper lay in the centre of the table. At length I said, 'Might it not be thought rather cynical if it seemed we had disposed of these issues, so fateful to millions of people, in such an offhand manner? Let us burn the paper.' 'No, you keep it,' said Stalin.

I also raised the question of Germany, and it was agreed that our two Foreign Ministers, together with Mr. Harriman, should go into it. I told Stalin that the Americans would be outlining to him during the course of our future discussions their plan of operations in the Pacific for 1945.

* * *

We then sent a joint message to Roosevelt on our first talk.

10 Oct 44

We have agreed not to refer in our discussions to Dumbarton Oaks issues, and that these shall be taken up when we three

Fac simile de la page des « Mémoires » de Churchill (XIe vol.)
concernant la « cession » de l'Europe orientale à Staline

L'EUROPE EN DANGER

par Elspeth RHYS-WILLIAM

membre du secrétariat du Monday Club de Grande Bretagne

QUI PRESENTE A NOS LECTEURS **THE RT. HON. GEOFFREY RIPPON, M. P.**
MINISTRE DE LA TECHNOLOGIE

Notre Bulletin a entrepris de signaler à ses lecteurs le danger qui menace l'Europe devant l'expansion de l'influence et de la subversion soviétiques sur tous les plans. Dans notre numéro de mai, M. John BIGGS-DAVISON nous a donné une vue générale de ce danger. Maintenant, à seulement quelques semaines du triomphe des conservateurs en Grande Bretagne, nous avons le plaisir de présenter à nos lecteurs les idées de M. Geoffrey RIPPON, Ministre de la Technologie dans le nouveau Cabinet conservateur.

M. Geoffrey RIPPON est âgé de 46 ans. En opposition, il a été le porte-parole du contre-gouvernement conservateur (shadow cabinet) pour la défense. De ce point de vue et en vertu de son européisme de longue date, il est amplement qualifié pour parler du danger qui menace l'Europe.

Comme un des artisans de la collaboration franco-britannique dans le projet « Concorde », M. Geoffrey RIPPON se voit maintenant confier le Ministère de la Technologie avec rang de membre du Cabinet restreint du gouvernement britannique. Ceci prouve la volonté du gouvernement conservateur d'assurer l'approfondissement de ce genre de coopération et l'alignement de la conception technologique britannique avec les nécessités européennes.

Mlle Elspeth RHYS-WILLIAMS, membre du Monday Club auquel appartient aussi le nouveau ministre, a bien voulu présenter ici les idées maîtresses de cet européiste britannique.

A cause de ses opinions en contraste frappant avec l'humeur de défaitisme complaisant qui domine aujourd'hui la Grande Bretagne, M. Geoffrey RIPPON n'a pas été souvent cité en matière de défense nationale et européenne. Il a été, sans doute, considéré « non-représentatif », mais tel fut aussi le cas des hommes politiques qui, dans les années trente, maintenaient que la défense était un problème urgent.

Dans le numéro d'avril du Bulletin Européen, M. Douglas JAY, travailliste de nuance radicale, a exprimé l'opinion généralement admise en Grande Bretagne: « Si les Etats Unis abandonnaient complètement l'Europe, aucune défense ne serait sérieusement possible, avec ou sans la Communauté. » De là, il a tiré la conclusion que l'appartenance à l'OTAN était tout ce dont les pays européens avaient besoin. Mais qu'est-ce qui arriverait si les Etats-Unis abandonnaient l'Europe beaucoup moins que complètement? S'il y avait, par exemple, une retraite partielle de troupes et un ressaisement limité de l'Europe en tant qu'élément important de la sécurité assurée par les Américains?

Devant « l'Association pour l'Etude des problèmes de l'Europe », en 1969, M. Geoffrey RIPPON disait: « Nous devons avoir une capacité — nucléaire et conventionnelle — qui devrait pouvoir être une partie intégrante de la défense du monde libre, mais qui rende possible une influence indépendante pour l'Europe ».

Au début de cette année, au « Conseil de l'Europe », M. RIPPON dénonçait l'état de placidité dans lequel l'Europe paraît se complaire en matière de défense:

« Nous acceptons placidement l'idée que, désunis, nous ne pouvons pas nous mesurer à la puissance et aux ressources des Etats-Unis ou de l'Union Soviétique. Mais si nous sommes faibles et incapables de nous mesurer avec leurs réalisations dans le domaine de la science et de la technologie, si nous voulons ou non envoyer un homme à la lune, ce n'est pas à cause du manque de ressources, c'est à cause du manque de volonté ».

C'est en effet, le thème principal de la con-



*The Rt. Hon. Geoffrey RIPPON, M.P.
Ministre de la Technologie*

ception que M. RIPPON professe en matière de défense. Pour lui, l'Europe représente un potentiel militaire, économique et industriel capable de rivaliser avec les deux géants à condition qu'elle s'unisse. C'est toujours devant le même Conseil de l'Europe qu'il a dit :

« Nous nous faisons simplement des illusions si nous croyons que les Américains vont consentir pour toujours à une situation dans laquelle ils doivent maintenir autant d'hommes en uniforme que toute l'Europe occidentale réunie, quoique la population de cette Europe occidentale dépasse de moitié celle des Etats-Unis. Telle est la situation aujourd'hui, mais dans l'avenir elle pourrait être encore plus sombre. Si l'Europe n'avance pas, elle ne pourra pas rester telle que, non plus ; elle reculera et elle s'effondrera. »

Ces conceptions de défense font partie de la politique d'ensemble du parti conservateur, mais en Grande Bretagne, elles ne sont pas acceptées de nos jours. La presse parlée et écrite, aussi bien que la télévision, tombées entre les mains des gauchistes et des défaitistes, leur accordent peu d'attention. Les idées de Geoffrey RIPPON sont partagées par d'autres hommes politiques conservateurs comme John BIGGS-DAVISON, Julian AMERY et tous ceux du Monday Club.

L'entrée de la Grande Bretagne dans le

Marché Commun est généralement favorisée par la presse parce que l'on regarde cette entrée comme un acte final d'abnégation que la nation devrait s'imposer, mais l'idée de bâtir l'Europe comme « une troisième force » sur le plan mondial, est trop choquante pour être mentionnée, à moins qu'il ne s'agisse d'une condamnation violente de cette idée, et cela se fait d'une manière dont la « Pravda » elle-même serait fière.

Quoique encore jeune, M. Geoffrey RIPPON est un militant européen de longue date. Associé à l'activité du « Mouvement Européen » depuis 1956, il est un fréquent visiteur du continent. En 1957, pendant la « Conférence de Messine », il fut le premier homme politique britannique qui ait proposé aux Communes l'entrée de la Grande Bretagne dans la Communauté européenne. Maintenant il dit encore : « C'est alors que nous aurions dû y entrer ».

Il est co-président du « Conseil des municipalités européennes » et chef de la délégation conservatrice au Conseil de l'Europe en ayant succédé à Sir Douglas-Home, l'actuel Ministre des Affaires Etrangères. Il a été aussi vice-président de la première conférence de M. Jacques Chaban-Delmas, le Premier-Ministre de France.

Geoffrey RIPPON est allé en 1958 participer aux discussions d'un autre groupe européen ; c'était pendant la semaine qui vit le Général de Gaulle porté au pouvoir en France. Ses collègues français à cette discussion tenue au siège central des Gaullistes, avenue de l'Opéra, étaient MM. Michel Debré, Habib-Deboncle et Michelet. A cette époque, ils étaient considérés par le Ministère britannique des Affaires Etrangères encore comme des « outsiders » et l'Ambassadeur britannique à Paris avait déjà qualifié cette délégation française de « faible ».

La contribution de Geoffrey RIPPON au projet « Concorde » a été considérable. Aidé et encouragé par M. Julian AMERY, Ministre de l'Aviation à l'époque, il fit en sorte que le projet fût difficile à annuler par un éventuel gouvernement travailliste. Les tentatives ultérieures des travaillistes n'ont pas réussi à défaire les arrangements pris par M. RIPPON.

Geoffrey RIPPON, un homme solidement bâti et haut de taille, père de famille, est ce que l'on considère ici un intellectuel « pas du tout typique ». Son attitude envers la vie est plus proche de celle d'un chauffeur de taxi londonien que de celle de l'office cen-

LA VISITE DE M. CEAUSESCU A PARIS

Dans notre dernier numéro nous avons parlé du « partenaire difficile », M. Ceausescu, qualifié de « résistant » par les deux journalistes français qui l'avaient interviewé à la veille des entretiens officiels qu'il devait avoir à Paris avec le chef du gouvernement français. La visite du Président roumain à Paris à la mi-juin a eu un retentissement dont la presse mondiale s'est faite l'écho. Nous publions ci-dessous les passages essentiels de la déclaration commune franco-roumaine approuvée par les deux chefs d'Etat. Toutefois

nous voudrions souligner deux points particuliers qui ont fait de ces rencontres quelque chose de plus qu'un échange de point de vues sur des problèmes politiques. L'un, concerne la proposition faite par M. Ceausescu d'un organisme permanent de coopération en Europe, sous l'égide de l'ONU; l'autre est relatif à l'accent qui a été mis, à maintes reprises sur certaines similitudes qui, en dehors de toute considérations politiques, rapprochent singulièrement deux peuples européens situés aux deux extrémités de notre continent.

1 - LA CREATION D'UN ORGANISME PERMANENT DE COOPERATION EN EUROPE SOUS L'EGIDE DE L'ONU

Cette proposition rappelle une suggestion émise précisément à Bucarest au cours d'un colloque Est-Ouest, en 1969 et tendant à créer une « commission de sécurité pour l'Europe » analogue à la commission économique déjà existante. En fait l'existence d'un tel organisme aurait pour effet de déferer aux Nations Unies des problèmes dont elles n'ont jamais été saisies — ceux de l'Allemagne et de Berlin, notamment, ou ceux des minorités. De là vient son indéniable intérêt. La création de cet organisme nécessiterait toutefois,

au préalable la réunion d'une conférence pour la sécurité européenne dont la préparation semble assez difficile. M. Ceausescu a souligné, à ce propos, qu'il suffirait que cette conférence proclame solennellement les principes « roumains » de l'indépendance, du non recours à la force et de la renonciation à son emploi. En outre, cette conférence aurait l'avantage, selon les milieux roumains, de relancer utilement les courants d'échanges en Europe.

M. Ceausescu a déclaré notamment: « En

The Rt. Hon. Geoffrey RIPPON, M.P.

tral conservateur. Il ne tient pas en grande estime l'officialité, pas même l'officialité de ces deux grandes institutions traditionnelles britanniques que sont la Trésorerie et le « Foreign Office ». Selon lui, c'est la Trésorerie, plutôt que les ministres nominalement chargés de la bonne marche de leur département, qui est responsable de tant de décisions erronées. Les risques mal calculés, les fausses économies, les prévisions mal inspirées des gouvernements britanniques pendant les dernières quinze années et peut-être encore plus, sont dûs, selon M. RIPPON, à la Trésorerie.

Geoffrey RIPPON n'a jamais eu cette hai-

ne pathologique contre le Gaullisme, qui est la passion dominante du Foreign Office depuis 1958. A fa différence de nos diplomates, Geoffrey RIPPON ne croit pas que la Grande Bretagne soit finie; il n'a donc eu aucun ressentiment envers le Général de Gaulle qui a prouvé que la France n'était pas finie non plus.

Geoffrey RIPPON se considère un optimiste, mais il ne se fait pas d'illusions quant à la situation présente de l'Europe. Les Etats Unis se sentent de plus en plus fatigués d'assurer la police du monde entier. La « phère d'influence russe s'étend de plus en plus et pourtant l'Europe reste divisée non seulement du point de vue de la politique économique, mais dans ses buts. Il décrit notre situation comme « dangereuse ».

ce qui concerne les voies nouvelles à trouver pour assurer les relations sur notre continent, la Roumanie et la France sont aux côtés l'une de l'autre. Nous avons l'impression que ces conditions sont réunies pour arriver à une conférence européenne afin d'améliorer ces relations sur la base des principes de l'égalité des droits et du respect de

la souveraineté nationale... Il ne faut pas attendre, il faut agir... En définitive pourquoi ne pas mettre sur pied, en Europe aussi, sous l'égide de l'ONU un organisme de coopération permanente qui favoriserait justement le développement des relations entre les divers Pays? C'est de cette manière que la Roumanie envisage le principe de la sécurité européenne ».

LES DACES COMME LES GAULOIS...

Quant aux facteurs qui ont de tout temps rapproché le peuple roumain et le peuple français, ils ont été soulignés à maintes reprises au cours des entretiens parisiens.

M. Pompidou, notamment, a déclaré:

« ...Il y a quelque chose d'autre, qui nous rapproche, c'est une attirance particulière qui fait que nous avons envie de coopérer, de nous connaître davantage, de nous interpréter sur le plan culturel ...Et il y a autre chose de plus précieux et qui n'est pas tellement répandu dans le monde d'aujourd'hui, c'est une certaine façon de concevoir les relations entre les nations. Vous et nous, nous avons une quasi identité de vues. Notre objectif premier c'est d'assurer, maintenir et, s'il le faut, rétablir la paix. Nous voulons la paix avec tout le monde et d'abord sur le continent européen. Et, en même temps nous voulons être nous-mêmes, être indépendants, préserver à l'intérieur de nos relations, quelles qu'elles soient, notre originalité et notre personnalité, rester nous-mêmes... »

De son côté, le Président du Conseil municipal de Paris a déclaré, au cours d'un déjeuner offert au chef de l'Etat roumain, qu'une très vive sympathie avait toujours attiré à travers des régimes politiques successifs, les Roumains et les Français dont les liens historiques remontent très loin, aux communes origines latines. Et, a-t-il souligné, les Daces, comme les Gaulois, avant de recevoir l'empreinte romaine, ont vaillamment défendu leur indépendance nationale avec cette énergie, cette foi en eux-mêmes et en leur personnalité nationale qui sont encore aujourd'hui les gages d'une estime réciproque et d'une sympathie spontanée. Les empires se fondent, deviennent puissants, s'écroulent, d'eux il ne reste que le meilleur et c'est en effet le meilleur de l'empreinte romaine que nos deux peuples ont su conserver, mais sans jamais rien perdre de cette foi en eux-mêmes

qui, une fois de plus, les a encore rapprochés dans l'histoire récente: la fraternité des armes sous la première guerre mondiale, et la résistance parallèle aux visées hitlériennes durant la deuxième guerre mondiale.

Et sans doute n'est-ce pas un simple hasard du destin qui a voulu que Paris et Bucarest soient libérées en même temps, en août 1944... ».

LA DECLARATION COMMUNE

Voici quelques extraits de la déclaration commune franco-roumaine publiée le 17 juin à l'issue de la visite de quatre jours de M. Ceausescu à Paris:

« Les négociations se sont déroulées dans l'atmosphère amicale qui caractérise les relations entre les deux pays. Elles ont porté sur le développement des relations franco-roumaines ainsi que sur les principaux problèmes internationaux ».

Echanges commerciaux

« Les deux chefs d'Etat ont constaté que le développement des échanges commerciaux franco-roumains sur une base mutuellement avantageuse se poursuivait suivant un taux de croissance élevé et qu'il s'orientait vers un meilleur équilibre que devrait favoriser le nouvel accord sur les échanges et la coopération économique conclu le 9 janvier 1970 pour la période 1970-1974.

« Ils estiment que de larges possibilités s'ouvrent à la France et à la Roumanie de progresser dans les voies d'une coopération économique mutuellement profitable (...)

La coopération scientifique et culturelle

« Les deux chefs d'Etat ont estimé que les échanges scientifiques et culturels ont, eux aussi, connu un essor sensible ces dernières années.

« En égard aux liens spirituels profondément enracinés dans l'histoire, aux affinités de langue et de culture, et au fait que l'intensification des échanges culturels, scientifiques et humains représente une exigence impérative de la vie contemporaine, les deux parties sont convenues de mieux utiliser le cadre favorable offert par l'accord culturel en vigueur; elles s'efforceront dans toute la mesure du possible d'intensifier les actions tendant à favoriser la connaissance des valeurs de la civilisation et de la culture des deux nations, à développer les contacts entre les savants, les écrivains et les artistes, entre les universités, à accroître le nombre des bourses de spécialisation, à amplifier les accords entre les institutions culturelles et scientifiques des deux pays. A cet égard, la bibliothèque française ouverte à Bucarest depuis 1969 comme la bibliothèque roumaine qui doit être ouverte à Paris seront un bon moyen d'assurer une diffusion plus large des langues et de la culture des deux peuples, et de contribuer ainsi à une meilleure compréhension réciproque.

Un accord d'assistance judiciaire

« En vue de compléter le cadre juridique des rapports mutuels et de favoriser l'extension des relations franco-roumaines dans leur ensemble, les parties sont convenues d'entamer la négociation d'un accord d'assistance judiciaire et d'un accord de navigation maritime. Les instruments de ratification de la convention consulaire entre les deux pays ont été échangés le 16 juin.

« Des pourparlers sont en cours en vue de la signature prochaine d'un accord de coopération dans le domaine du tourisme.

Politique internationale

« Les deux chefs d'Etat ont exposé les idées essentielles sur lesquelles se fonde la politique de leurs gouvernements. Ils ont constaté avec satisfaction la proximité de leurs vues sur une série de problèmes internationaux majeurs. Les deux pays ont l'un et l'autre

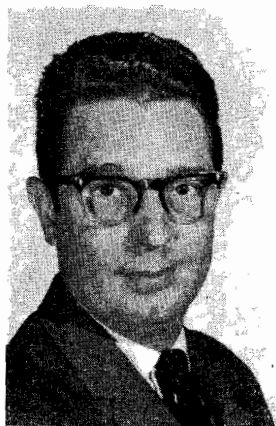
pour but le développement entre toutes les nations, quels que soient leurs idéologies et leurs régimes, de relations pacifiques et de rapports de coopération.

« (...) M. Georges Pompidou et M. Nicolae Ceausescu ont examiné dans cet esprit les problèmes européens. Afin d'éliminer les principales causes de litiges et de tensions, il est nécessaire que soient reconnues et satisfaites les préoccupations légitimes de tous les Etats quant à leur sécurité.

« Au terme de ce processus, la politique des blocs devra faire place à une organisation de sécurité comportant un système d'engagements et de mesures concrètes qui exclue l'emploi de la force et assure le développement pacifique des Etats européens dans un climat de détente, d'entente et de coopération. Constatant que l'instauration d'un tel état de choses ne peut être que le résultat d'une évolution progressive, les deux parties estiment que tous les Etats européens doivent s'efforcer dans la période actuelle de créer les conditions susceptibles de la favoriser. La première de ces conditions est le respect des principes d'indépendance, de souveraineté, d'égalité, de non-ingérence dans les affaires intérieures, d'intégrité territoriale et de coopération mutuellement avantageuse, qui doivent régir les relations entre les Etats, indépendamment de leur régime social. Toute atteinte portée à ces principes est de nature à engendrer la tension et à créer des divergences ayant de graves conséquences pour la paix et la coopération entre les peuples.

« Les deux parties estiment d'autre part que les diverses conversations qui ont lieu actuellement sur les grands problèmes européens non encore résolus ont une signification importante. Elles sont convaincues que le succès de ces conversations devrait, non seulement permettre la normalisation et l'amélioration des rapports entre les pays qui y sont parties, mais encore exercer une influence sur les relations existant entre tous les Etats européens et marquer un progrès vers l'établissement de la confiance et de la sécurité dans l'ensemble de l'Europe.

« Les deux chefs d'Etat estiment que cette évolution, conforme à leurs souhaits communs, serait facilitée par la réunion d'une conférence européenne qui prendrait des mesures propres à assurer effectivement la sécurité de chacun des Etats européens et à développer entre eux les échanges et la coopération économique, culturelle, scientifique et technique. L'objet même de cette confé-

Lettres d'Angleterre : faisons les comptes**QUAND L'ANGLETERRE
COMPRENDRA ...**

Sous ce même titre je commençais en janvier 1967 dans ce bulletin la série des « Lettres d'Angleterre » dans l'unique but d'exposer aux lecteurs européens aussi bien qu'à mes compatriotes tout ce qui en particulier ou en général empêche la Grande-Bretagne et les Britanniques de s'intégrer à l'Europe et tout ce qui nous rapproche ou pourrait encore nous rapprocher d'elle.

Beaucoup de mes compatriotes se sont entrevus ou retrouvés dans ces « Lettres d'Angleterre » et beaucoup d'entre eux ont contribué directement ou indirectement à cette mission ingrate au service de la vérité pendant les trois ans et demi qui se sont écoulés depuis. Il y en a qui ont aimé les « Lettres d'Angleterre » parce qu'ils ont trouvé qu'elles voulaient maintenir vivant l'esprit de sincérité traditionnel britannique devant la vague de propagande politique qui ten-

ait à obscurcir le vrai sens du problème. Il y en a aussi qui ne les ont pas aimées, mais ils les ont approuvées parce qu'ils ont vu en elles l'oeil impitoyable du critique et de l'opposition tellement nécessaire à la conception de « fair play » de la démocratie britannique. Pour M. Enoch Powell les « Lettres d'Angleterre » ont été *un rappel constant du point de vue européen*, cependant que pour M. John Biggs-Davison elles furent *le baromètre de l'impartialité dont l'enthousiasme politique a toujours besoin*.

Un grand hommage revient au fondateur du Bulletin Européen. Dr. C. Dragan, qui avec tant de générosité a ouvert les colonnes de son Bulletin au débat le plus épineux pour l'avenir de la Grande Bretagne et de l'Europe.

Nous voici donc devant ces négociations

M. CEASUSESCU A PARIS

rence doit donc être de substituer à la confrontation des blocs le rapprochement des Etats (...).

Politique en Orient

« Les conversations ont également porté sur la situation en Indochine. Les deux chefs d'Etat ont constaté avec une profonde inquiétude qu'elle ne cessait de s'aggraver en même temps que s'étendait l'intervention étrangère. Ils se sont prononcés pour la cessation la plus rapide de la guerre au Vietnam et, en général, pour un règlement pacifique du conflit indochinois sur la base des accords de Genève afin que les peuples de cette ré-

gion du monde puissent disposer librement de leur sort.

« Les deux chefs d'Etat ont examiné la situation au Moyen-Orient. Ils ont exprimé la même inquiétude devant la tension croissante et la multiplication des actes d'hostilité dans cette région. Ils considèrent que l'application de la résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967 constitue la condition essentielle de la solution de la crise au Moyen-Orient.

« Les deux parties estiment que la paix dans cette région doit être fondée sur le retrait des troupes israéliennes de tous les territoires arabes occupés, le respect du droit à l'existence indépendante et à l'intégrité territoriale de tous les Etats, et la solution du problème des réfugiés palestiniens conformément à leurs intérêts légitimes.

Lettres d'Angleterre

si longtemps attendues par les uns, si peu voulues par les autres et tant débattues par tous. Le Bulletin Européen a voulu contribuer à l'éclaircissement des données en présence en publiant dans ses récents numéros les interviews qui m'ont été accordées par les hommes politiques de toutes les nuances: M. Enoch Powell, conservateur, se prononçant contre l'entrée dans le Marché Commun comme M. Douglas Jay, travailliste de nuance radicale; M. Julian Amery, conservateur, voué à l'Europe et au Marché Commun avec la même ardeur que sir Geoffrey de Freitas, travailliste du centre et enfin, mais non moins significatif, M. John Biggs-Davison, conservateur de droite, membre du Monday Club et Président du mouvement Pan-Européen, plus intéressé dans la création d'une Europe intégrée que dans une entrée dans le Marché Commun à tout prix.

Tout a été donc dit et proclamé sans aucun fard et sans sophistication, de la manière la plus conforme à la tradition démocratique européenne, tradition qui est un fonds commun à tous les pays de l'Occident y compris la Grande Bretagne.

Dans le premier numéro de janvier 1967 j'écrivais à propos de la Grande Bretagne:

« Quand l'Angleterre comprendra que l'époque de l'hégémonie est révolue, quand elle comprendra que l'unité européenne ne saurait être confondue avec la conception atlantique vaguement mondiale sans que la civilisation de l'Europe même soit mise en danger, quand l'Angleterre comprendra qu'il ne s'agit pas d'une Europe limitée au rôle temporaire de troisième force, mais d'une Europe viable dans l'avenir de l'histoire, quand, enfin, l'Angleterre voudra comprendre qu'il y a une différence entre « adhésion » et « appartenance » et que par conséquent, elle doit se faire un examen de conscience afin de savoir si elle appartient à l'Europe ou si elle voudrait seulement y adhérer, alors et seulement alors, tout le monde y compris l'Angleterre elle-même saura si les limites occidentales de l'Europe devront franchir la Manche ».

Ce n'est certainement pas une très bonne méthode de se citer soi-même, mais je trouve qu'après trois ans et demi de débats des deux côtés de la Manche il est peut-être opportun de revenir à la source de ce qui fut une mission au service exclusif de nos lecteurs, afin de pouvoir essayer de faire les comptes.

L'Angleterre, a-t-elle vraiment compris,

avait-elle besoin de comprendre? Où en sommes-nous à l'heure où les intéressés prennent leurs places autour de la table des négociations? Quels sont les doutes qui subsistent et quelle est la position des Britanniques, hommes politiques et peuple réunis?

M. Enoch Powell qui maintes fois a prouvé qu'il emporte l'opinion publique britannique, paraît avoir compris, mais fidèle au peuple qu'il représente, il ne veut pas s'engager sur la voie anti-démocratique qui mènerait la nation à une situation pour laquelle on ne lui demande pas de voter. C'est pourquoi, lui qui fut le premier à avoir dénoncé le mythe de l'Empire dans ce même Bulletin, le premier à avoir parlé d'une nation européenne et d'une nation franco-anglaise, s'est prononcé définitivement contre l'entrée dans le Marché Commun. Il n'a pas compris seulement que l'époque de l'hégémonie est révolue, mais il a aussi compris que le peuple britannique n'est nullement prêt pour une intégration européenne ni pour aujourd'hui ni pour demain.

M. Douglas Jay ne paraît pas avoir compris que l'époque de l'hégémonie est révolue, seulement il croit que cette hégémonie qui hier appartenait à l'Empire britannique, appartient aujourd'hui sous la forme moderne de supériorité au Commonwealth de langue anglaise auquel il ajoute l'Europe du nord. C'est une conception fluide, peut-être un peu vague, mais elle s'inspire d'une certaine volonté de grandeur et, selon les sondages de l'opinion publique, elle groupe environ 65% des Britanniques.

M. Julian Amery, européen par tradition familiale et politique, fait la part de l'Europe dans sa vision politique, mais en patriote conservateur, il s'attend à ce que la Grande Bretagne joue un rôle prééminent en l'Europe.

Il y a encore M. John Biggs-Davison représentant d'une droite conservatrice réaliste et profondément honnête envers le peuple et envers l'Europe. Pour lui, l'époque de l'hégémonie est révolue non seulement pour la Grande Bretagne, mais pour toutes les puissances européennes. L'Europe est en danger à cause des risques que présentent justement les velléités d'hégémonie des grands géants comme la Chine, l'Union Soviétique et les Etats Unis. Le Marché Commun n'est qu'un problème mineur en face de ce danger aggravé encore par la subversion communiste sur le plan mondial. C'est pourquoi, M.

(suite p. 11)

number 7-8

europa east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW « BULLETTIN EUROPEEN »

ROME

JULY - AUGUST 1970



Before becoming a part of Europe

WHAT MR. HEATH MUST DO

When an angry Conservative threw an egg at Harold Wilson during the electoral campaign, accusing him of the economic crisis which has hit England, the Labor leader, wiping himself off, replied with typical British phlegm:

« It seems that food prices cannot be so high if one can throw eggs with such ease ».

But the reality is a little bit different and England — which has given its confidence to Edward Heath and thus to the Conservatives — is now looking for greater economic equilibrium with its entry into the European Community. The Labor party had tried the same thing previously.

One could conclude that since both the Conservatives and Labor have been promoting the entry of London into the European Community, the entire British

population must be behind them.

But this is not true. A great part of the English people is against what a « bad business » and « a jump in the European dark ».

It is estimated — and polling of public opinion has confirmed it — that three quarters of the British population are decidedly hostile to this move.

Farmers, who currently manage to produce scarcely half of the national need, would have to give up production subsidies from the state, subsidies which are not allowed by the rules of the Community.

And also some industries — particularly the automobile and the ship-building industries — would find serious competition on the European market.

The working class, then knows that

should England enter the EEC, food prices would rise considerably since Britain would no longer be able to import wheat and meat from Australia, New Zealand and Canada at low cost and without custom tax.

But there are many positive elements which determine with the same intensity a pro-European British attitude.

England realizes that without a big consumers' market it would sooner or later be suffocated both by the European markets and by the American markets.

To give a sole example (and there are many) American competition in the aeronautic industry has put the British economy in the last few years almost into a state of bankruptcy having taken away most of its customers.

Thus both the government and the opposition have realized — even though

reluctantly — that moving closer to Europe is not only necessary, but vital.

* * *

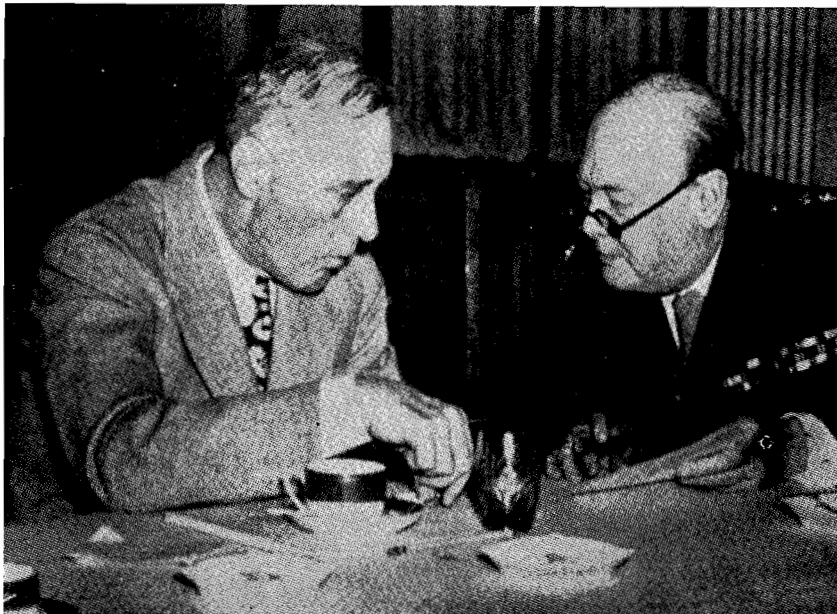
But Europe — Europe from the Atlantic to the Black Sea — what does it think of its new candidate partner?

There is a factor of a moral order that should not escape the British Prime Minister Edward Heath, who was born in 1916 and, though still young, is not too young not to know the history of England during the past 30 years and the history of his own party.

And in this history is the shameful page of Yalta in 1945 — a page which bears the signature of the Conservative, Winston Churchill, and which signalled a profound crisis and the disintegration of Europe — a disintegration which still continues, as witness the events of Hun-



The « Big Three » after the Yalta Conference (February 11, 1945) which will be known in history as « le partage du Monde ».



A dramatic document: Churchill and Roosevelt during the Yalta conference. The weariness of the American President (who died two months later) is visible.

gary and Czechoslovakia.

On the eve of Britain's entry into the Common Market, no one mentions Yalta. Have we perhaps forgotten?

Yalta 1945: page of blood, superficiality, political cynicism, in any case, incredible arrogance — the incredible arrogance with which the head of the British Conservatives, together with Roosevelt, presented for Russo-Asiatic greed and exploitation more than 100 million Europeans, civil Europeans, no less than the English, having rights, no less than the English, to the respect of their human dignity, political independence and all the sacrosanct rights of man.

Yalta 1945: squalid and tragic transaction where, with the minds of slave traders, in order to be numbered among the « greats », they sold and acquired something which did not belong to any of the « greats ».

Who can forget that 1945 whose « morale » still lurks in the brain of the current

successor to Stalin, Mr. Brezhnev, who, with the same cynicism which persisted at Yalta, invented the theory of « limited sovereignty ».

The young diligent members of the British Conservative party, aware of the needs of the times in which we live and who impose upon us the edification of a new Europe based on liberal principles where the dignity and independence of every European people must not only be admitted but defended by all of us, are not responsible for the errors of yesterday.

Before knocking on Europe's door, the Conservative leader Mr. Heath (and this would reflect well upon him) should PUBLICLY RENOUNCE the Yalta agreements.

Without this political act, expressed in unequivocal terms, the doors to the Common Market should not be opened to England.

CAN THE SOVIET UNION SU

...This rather slow movement in the direction of the rule of law was very greatly impeded by the fact that, in the first place, the government itself, for various reasons of current policy, promulgated edicts and orders which directly contradicted the international conventions that had just been signed and also the approved bases of Soviet legislation: secondly, the turnover of cadres occurred within extremely narrow limits and inconsistently, and came out against the lack of an adequate number of administrative officials who understood the concept of the rule of law; thirdly, the professional egotism of the administrative officials led them to oppose anything that might in any way limit their influence and abolish their privileged status in society; and fourthly, the very idea of the rule of law had hardly any roots in Soviet society and was in blatant conflict with the officially proclaimed doctrines of the « class » approach to all phenomena.

...This had generated yet another ideology in society, possibly the most widespread one; it can be termed « the ideology of reformism ». It is based on the view that by means of gradual changes and frequent reforms and by replacing the old bureaucratic elite by a new one with greater intelligence and more common sense a kind of « humanization of socialism » will take place and a dynamic and liberal system will emerge in place of a rigid and oppressive one. In other words this theory is based on the belief that « common sense will prevail » and « everything will be fine », which is why it is so popular in academic

circles and, in general, among those who are not badly off even now and therefore hope that others too will realize that it is better to be well fed and free than hungry and enslaved. I think is also in terms of this naive point of view that all the American hopes connected with the USSR are to be explained. We know, however, that history, and Russian history in particular, has by no means been an unbroken victory for reason and that the whole history of mankind has not in any way revealed steady progress.

In my opinion, however, the point of the matter is not even so much that the degree of freedom which we enjoy is still minimal as compared with that needed for a developed society, and that the process of this liberalization is not only not being accelerated all the while but is even, at times, being palpably slowed down, perverted and turned back, as that the very nature of this process obliges one to doubt its ultimate success. It would seem that liberalization presupposes some kind of deliberate plan, gradually introduced from above through reforms or other measures so as to adapt our system to contemporary conditions and lead it on to a radical regeneration. As we know, there was, and there is, no such plan; no radical reforms have been, nor are being, carried out — there are merely a number of disconnected efforts to « plug the holes » somehow or other by different kinds of « restructuring » of the bureaucratic machine. On the other hand, liberalization could occur « spontaneously » — as the result of continuous concessions by the regime to society, which would have its own

ANDREI AMALRIK

REVIVE THE YEAR 1984? (II)

plan for liberalization, and of continuous efforts by the regime to adapt itself to the storm of changing conditions all over the world; in other words, the regime would be a self-regulating system. We find, however, that even this is not the case: the regime regards itself as the acme of perfection and so deliberately does not want to change its ways either of its own free will or, still less, by making concessions to anyone or anything. The current process of « the widening of the area of freedom » would be more correctly described as one of the growing decrepitude of the regime. To put it simply, the regime is getting old and cannot now suppress everybody and everything with the same vigour as before... If we consider the current « liberalization » not as the regeneration but as the growing decrepitude of the regime, then the logical result will be its death, after which anarchy will follow.

If, then one looks upon the evolution of the regime as analogous with the process of entropy, the Democratic Movement, which I analysed at the beginning of my article, would be regarded as an antientropic phenomenon... in my view, its social basis of support — the « middle class » or, to be more precise, a part of it — is too weak and internally too beset by contradictions for the Movement ever to be able to engage in a real face-to-face struggle with the regime, or, in the event of the regime liquidating itself or of it collapsing as a result of mass disorders, to become a force which could succeed in organizing society afresh...

As I see it, no idea can ever be put

into practice unless it has, at least been understood by the bulk of the people. Whether because of its historical traditions or for some other reason, the ideas of self-government, of equality under the law for all and of personal freedom — and the responsibility that goes with these — are completely incomprehensible to the Russian people. The average Russian will discern, even in the idea of pragmatic freedom, not the possibility of securing a good life for himself but the danger that some clever chap or other will make good at his expense. The very word « freedom » is understood by most people as a synonym of the word « disorder », as an opportunity of executing with impunity some kind of antisocial or dangerous actions. As for respecting the rights of an individual as such, such an idea simply evokes bewilderment. One can feel respect for force, authority or even, ultimately, for intelligence or education, but that human personality of itself should represent any kind of value — this is preposterous idea in the popular mind. As a people we have not experienced the European era of the cult of human personality; in Russian history personality was always a mean, never in any sense an end. The paradoxical thing is that the actual concept « period of the cult of personality » came to mean with us a period of such humiliation and suppression of human personality as even our people had never before experienced. In addition, the idea is constantly being propagated of seeking in every possible way to oppose « personal » to « communal », clearly stressing the utter unimportance of the

former and the grandeur of the latter. Hence, any interest at all shown for « the personal » — natural and inevitable — has acquired unnatural, egotistical forms.

...The Russian people has, as can be seen from both its past and its present history, at any rate one idea that is apparently positive: the idea of justice. A government which thinks and acts for us in everything must be not only strong but also just; all must live justly and act justly. That is something worth being burnt at the stake for but never for the right to « do anything you like ». However attractive, though, this idea may appear, when one makes a careful study of what lies behind it, it represents the most destructive aspect of the Russian's psyche. In practice, « justice » is motivated by the wish « nobody should be better off than me ». This idea is motivated by hatred for everything that is outstanding, which they make no effort to imitate but, on the contrary, force into conformity with themselves, by hatred for any form of life that is more elevated or dynamic than their own...

While the old forms of social structure both in town and countryside are being definitively destroyed, new ones are still only being formed. The « ideological basis » on which they are being built is extremely primitive: there is the aspiration for material prosperity (from the Western point of view, highly relative) and the instinct of self-preservation... It is hard to make out whether the bulk of our people have, apart from these purely material criteria, any kind of moral criteria — « honourable » and « dishonourable », « well » and « badly », « good » and « evil », the supposedly eternal principles which constitute the restraining and guiding factor when the mechanism of social compulsion starts moving and an individual is abandoned to himself. I have formed the impression, possibly a wrong one, that the people do not have

or almost do not have such moral criteria. Christian morality with its concepts of good and evil has been dislodged and effaced from the popular conscience and efforts have been made to replace it by « class » morality which can be formulated more or less as follows: good is what at the present moment is required by authority. Naturally, this kind of morality and also the implantation and the instigation of class and racial discord have completely demoralized society and deprived it of any really permanent moral criteria.

Similarly, Christian ideology, which in Russia was generally of a semi-pagan, and at the same time state-departmental, character, (This is not the place to talk about it, but the fact also deserves to be mentioned that Russia took her Christianity not from the dynamic and developing young Western civilizations but from the rigid and slowly expiring Byzantium, and this could not but leave a deep trace on the future of Russian history) died out without being replaced by Marxist ideology. « Marxist doctrine » had been far too often trimmed and re-trimmed to meet current requirements for it to become a live ideology. At the present time, the more bureaucratized the regime gradually becomes, the more of its ideology it loses. But the need for some kind of ideology is forcing the regime to look for a new ideology, namely Great Russian nationalism with its inherent cult of force and expansionist ambitions. A regime which such an ideology must have external and internal enemies that are not so much « class » enemies, e. g. « American imperialist » and « anti-Soviets », as national enemies, e. g. Chinese and Jews. This kind of nationalistic ideology, though it will give the regime support for a time or so, is, however, highly dangerous for a country in which Russians form less than half the population.

Well then, what does this people with no religion and no morality believe in and what is it motivated by? It believes in its own national strength which other peoples must fear and it is motivated by the realization of the strength of its own regime of which it is itself afraid...

It should, however, be noted that there is still another powerful factor that works against any kind of peaceful reconstruction and is equally negative for all levels of society: it is the extreme isolation in which the regime has put society and itself; its isolation not only from society and of all levels of society from one another but, above all, the extreme isolation of the country from the rest of the world. It engenders among them all — starting with the bureaucratic elite and ending with the lowest levels — a rather surrealist picture of the world and their place in it. Nevertheless, the more this state of affairs helps to keep everything unchanged, the sooner and the more decisively will everything begin falling to pieces when the confrontation with actuality becomes inevitable.

On the question as to how long a regime can go on existing, it is interesting to adduce some historical parallels. There exist possibly at the present time some at least of the conditions that led at the time to both the first and the second Russian revolutions: a caste-ridden and immobile society; the rigidity of the governmental system which had openly

clashed with the need for economic growth; the bureaucratization of the system and the creation of a privileged class of bureaucrats; national dissensions in a multi-national state and the privileged position of particular nations... Why every case of internal decrepitude should coincide with excessive ambitiousness in foreign policy is hard for me to say. It may be that, on the contrary, the ease with which any internal opposition is suppressed creates an illusion of omnipotence. Possibly the need, derived from internal policy aims, for having an external enemy induces such inertia that it becomes impossible to stop — particularly since every totalitarian regime becomes decrepit without itself noticing it. Why did Nicholas I have to wage the Crimean War, which brought about the fall of the system he had himself created? Why did Nicholas II need to have wars with Japan and Germany? The regime that now exists, oddly enough, combines in itself features of the reigns of both Nicholas I and Nicholas II and, in its internal policy, even of Alexander III...

The problem of China needs to be considered in detail. Like our country China has experienced a revolution and a civil war and, like us, has made use of Marxist doctrine to consolidate the country. As with us also, the more the revolution has developed, the more Marxist doctrine has increasingly become a camouflage which more or less concealed national-imperialist aims...

FOR OUR FRIENDS

All correspondence and eventual requests to collaborate with « Europeast Bulletin », should be sent to the following address:

Largo Chigi 19 - ROMA

KALEIDOSCOPE

VIENNA — Czechoslovakia continued the public humiliation of its former leader when the parliament unanimously voted expel Alexander Dubcek from its ranks.

This move was ordered by the Central Committee Plenum some weeks ago. Then, Dubcek was also stripped of his party membership. His expulsion from parliament came as a last step in the slow downfall of the man who tried to introduce « socialism with a human face. »

The news agency CTK reported Central Committee Secretary Milos Vacik « explained the reasons » for Dubcek's expulsion.

By « betraying his responsibility Dubcek had a great share in the policy which led to chaos in the country in 1968 », CTK quoted Vacik as saying.

Vacik also said Dubcek « continued to maintain his view. » Translated from Communist phraseology, this means the humiliated hero of the ill-fated Prague spring refused to indulge in self-criticism.

At yesterday's session, five deputies, including former Premier Oldrich Cernik, resigned from parliament.

* * *

SYDNEY — The wife of a Czech diplomat has applied for political asylum in Australia for herself and her two children.

She is Mrs. Helena Hartig, whose husband Otto was secretary in the commercial section of the consulate in Sydney.

He was recalled to Czechoslovakia two weeks ago and Mrs Hartig was to have joined him in Prague.

Immigration officials in Canberra re-

fused to comment, but authoritative sources said the application had been received and was under review.

The husband was reported here to have been told he would not be returning to Australia. Consulate officials refused to comment.

Last year Czech consul general Karel Franc, his wife and three sons were granted permission to stay in Australia just before they were due to return to Prague.

* * *

WASHINGTON — President Nixon has designated the week beginning July 12 as Captive Nations Week, calling on the people to renew their dedication to the cause of freedom and independence for all nations.

« The aspirations of the peoples of oppressed nations for independence and basic human freedoms are vital and inextinguishable, » the Nixon proclamation said.

« It is in keeping with our own principles and traditions as a free and independent nation that we should look with sympathy and understanding upon their hopes and efforts to realize these just goals. »

* * *

Germany's agriculture must expect to lose another one million self-employed farmers and farmhands to industry by 1980, the German Government said on February 26 in a report analyzing the long-range prospects of farming.

In its annual « green report » on the state of the nation's agriculture, the Government predicted that Germany's current farm labour force of 2-4 million would go down to 1-4 million by 1980.

Lettres d'Angleterre

Biggs-Davison désire surtout une unité européenne sans se soucier trop du Marché Commun.

Telles sont les thèses en présence et la première chose dont les négociateurs britanniques et européens devraient tenir compte est qu'il n'y a pas d'unité d'opinion quant au Marché Commun et à l'Europe. La Grande Bretagne est loin d'avoir décidé. Elle est peut-être en train de comprendre certaines données du problème, mais elle est loin d'avoir pris une décision.

Ce que les Six devraient aussi savoir est que les délégués britanniques qui prennent place devant eux ne représentent que le gouvernement, quelques cercles politiques et une minorité chétive dans le pays. Ces cercles politiques, ces « Européens à tout prix », sont les seuls à ne pas avoir évolué depuis le jour où M. Wilson avait décidé d'incorporer l'europhisme à son programme de gauche victorienne: soit qu'ils ne peuvent pas comprendre, soit qu'ils ne le veulent pas, ils continuent à voir dans le Marché Commun un marché de denrées, une bonne affaire à l'échelle de zone élargie susceptible d'ouvrir une longue ère d'hégémonie britannique en Europe. Il s'agit, bien entendu, d'une hégémonie purgée de tout impérialisme; elle serait l'hégémonie inévitable de l'ami qui ne peut s'empêcher de mieux savoir, de mieux faire et surtout de mieux diriger. La sainte alliance inévitable des affinités de langue, d'origine, de religion et surtout de systèmes sociaux basés sur la tolérance sera là pour affirmer cette hégémonie inévitable. La Communauté élargie vers le nord sera la Communauté à laquelle des pays comme la France et l'Italie auront seulement l'air de participer. La plaisanterie anglaise qui circule depuis des années ici (Joindre le Marché Commun? Mais non, c'est le Marché Commun qui doit se joindre à nous!) deviendra réalité, car dans le nouveau contexte de cette communauté les Six paraîtront plutôt avoir rejoint les autres.

M. Wilson a gouverné jusqu'ici son pays à travers la foule improductive et parasitaire à laquelle il a distribué généreusement les faveurs du travailisme; les conservateurs, quelles que soient leurs bonnes intentions, auront à compter avec cette foule, s'ils veulent s'installer et se maintenir au pouvoir pour assez longtemps. C'est l'hypothèque qu'ils héritent des Travailleurs, une hypothèque inévitable

dans un pays dont la politique est bipartite. En quelque sorte, il s'agira de maintenir le consensus et cela implique au moins trois certitudes à l'égard du Marché Commun:

1. le maintenir autant que possible à l'état de communauté purement économique et élargie dans le sens favorable à l'économie du nouveau Commonwealth nordique qui s'y formera inévitablement.

2. y trouver de quoi nourrir les foules parasitaires du bien-être britannique afin d'honorer l'hypothèque dont la politique du nouveau gouvernement est grevée.

3. voir que la libre circulation de la main d'oeuvre s'applique le moins possible si ce n'est pas en faveur de la décongestion du marché britannique surpeuplé d'une main d'oeuvre non spécialisée fournie par les immigrants de couleur.

Aucun de ces points ne rencontre ni les intérêts du peuple britannique ni ceux d'une communauté européenne d'un avenir historique, car même l'élargissement dans le sens favorable au nouveau Commonwealth nordique ne pourrait profiter à la longue qu'aux capitalistes britanniques qui, pour la plupart, ont placé la majorité de leurs intérêts aux Etats-Unis. Ce sera surtout une opération américaine par personnes interposées.

Quelles que soient donc les conclusions des négociations, il est bon que les représentants britanniques aussi bien que les Six sachent qu'elles auront besoin d'être acceptées par le peuple britannique. Le moment viendra où le divorce total entre le gouvernement et le pays sera mis au jour pour le bénéfice de tous et pour l'éclaircissement d'une atmosphère confuse créée volontairement par ceux qui cherchent à tromper les Britanniques et les Européens en même temps.

Les lecteurs des « Lettres d'Angleterre » qui auront suivi attentivement le grand débat des Britanniques sur le Marché Commun et sur l'Europe, pourraient trouver maintenant que les Britanniques, dans leur majorité, commencent à comprendre et que justement à cause du fait qu'ils commencent à comprendre, ils sentent en toute honnêteté qu'ils ne sont pas prêts pour l'intégration européenne. Le prix matériel aussi bien que moral, n'a pas seulement le défaut d'être particulièrement élevé, mais il est surtout de nature à détériorer le caractère spécifique d'une nation soucieuse avant tout de rester ce qu'elle a toujours été. Cette nation trop



L'EUROPE

L'U.R.S.S.

ET MAO TSE TUNG

RAYMOND FRANKLIN qui a rédigé pour notre publication l'article ci-dessous a été correspondant de guerre de l'INTRANSIGEANT, grand reporter du PARI-SIEN LIBRE et directeur des services de politique étrangère de diverses publications. Il nous prie de préciser que son étude est conçue à titre strictement personnel et non en tant que Président de l'UNION MONDIALE DES EUROPEENS.

Devant la gravité des options qui s'offrent aux spécialistes de politique étrangère, l'initiative du « BULLETIN EUROPEEN » apparaît comme la source d'un indispensable échange d'idées. Qu'il me soit permis d'apporter ici une analyse personnelle, un instrument de réflexion, symbole de ce qu'un de mes confrères estimait lié à la tâche de grand reporter. C'est dans cet esprit que je me suis penché sur les conclusions d'une rencontre qui eut lieu à Moscou entre une délégation de la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale Française et plusieurs membres du Soviet suprême de l'U.R.S.S. Il fut estimé - je cite :

« qu' une conférence pan-européenne, si elle est soigneusement préparée, constituerait un moyen efficace de développer la coopération entre tous les Etats européens pour mettre fin à la division de l'Europe ». M. Jean de Broglie présidait la délégation française.

Dès lors, des espoirs et des inquiétudes sont nés. Espoirs, car tous ceux dont je suis, qui, sous l'uniforme, ont fait leur de-

voir en temps de guerre, et savent ce que ce mot évoque de souffrances pour des millions d'innocents, ne peuvent que souhaiter la réussite de plans susceptibles d'aider à la cause de la paix. *Mais pour réussir il faut voir clair, savoir ce que l'on veut et jusqu'où l'on veut aller.* Et c'est ici qu'apparaît l'importance de l'effort de clarification entrepris par le BULLETIN EUROPEEN tout d'abord en posant la question des frontières terrestres de l'Europe.

L'Europe immatérielle

A cette question (n. 1) (1) je préfère celle portant le n. 4 (2) car l'Europe se définit à mon sens par la mentalité que lui a créée sa culture, selon les termes employés par votre rédacteur.

En effet, la pensée, ce mystérieux privilège que donne la vie, ne connaît ni limites géographiques, ni données économiques. Elle nie les impératifs de la matière et les certitudes du Déterminisme. Qu'il s'agisse

Lettres d'Angleterre

éprouvée par les aventures socialistes, par le démembrement d'un empire et par l'ineptie politique ne se sent pas en mesure d'entreprendre maintenant un processus d'intégration européenne qui réclamait des transformations profondes de la vie et de la pensée qui lui sont chères. Une économie faible, une situation sociale confuse, le manque total d'orientation politique et historique et surtout l'impossibilité de renoncer à un passé qui reste un mirage national, telles

sont les caractéristiques de la « dot » d'un mariage d'opportunité que les négociateurs sont en train de discuter. Elles expliquent l'hésitation des conservateurs, l'incertitude des travaillistes, l'alarme de la droite conservatrice et le refus de la grande majorité des Britanniques. Cette majorité, la seule qui n'ait pas de voix au chapitre, refuse de se lancer dans une entreprise qui au lieu d'être une oeuvre de régénération risque de devenir un aventure pour la Grande Bretagne aussi bien que pour l'Europe.

C. Michael Titus

d'histoire, de littérature, de philosophie, de peinture, de sculpture, tout nous ramène, et particulièrement en ce qui nous concerne, à la conception de l'Homme européen, de la Femme européenne. Quelles similitudes ont donc rapproché, à travers les siècles, les grands penseurs de l'Europe, malgré les drames qui n'ont cessé d'ensanglanter les terres dont ils étaient issus, les disputes, les guerres, les massacres d'innocents, les génocides? Quelle unité existe donc à travers tant de diversités? Il semble bien qu'elle est symbolisée par des conduites morales, intellectuelles, sociales, par des éthiques, par le goût de la recherche, le sens de la mesure, le résultat de cet immense brassage qui, du nord au sud, à cette Méditerranée qui ne fut pas le seul berceau de notre civilisation, d'origine nordique également, a créé les européens et forgé leur âme.

Harmonie de la Grèce, Droit romain, Christianisme, tel a été le triptyque sur lequel fut construit le monument de notre civilisation, génie sans frontières, ignorant la géographie. Mais le socle de la statue est sur terre où la politique, l'économie, la stratégie, posent et opposent. D'où le problème soviétique.

U.R.S.S. et C.E.E.

La plupart des experts occidentaux qui se penchent sur ces problèmes s'efforcent de dégager une ligne de conduite valable pour l'Europe de l'Ouest, et plus particulièrement pour la C.E.E., sur le plan des relations avec l'U.R.S.S. *Ils n'apportent pas le même soin à rechercher ce que sont les options fondamentales soviétiques en la matière, telles qu'elles ressortent d'une analyse scientifique objective.*

Certains de ces experts n'ont fort heureusement pas négligé l'apport de celle-ci, en relevant, notamment, les 17 thèses sur le Marché Commun (1957) et les 32 thèses sur le même sujet parues dans la *Pravda* du 26 août 1962. La C.E.E. est jugée comme vouée à l'échec et celui-ci est jugé souhaitable. Les travailleurs occidentaux sont invités à combattre la Communauté européenne.

L'U.R.S.S. ne reconnaît pas celle-ci et pratique le bilatéralisme dans ses relations avec chacun des Six. Enfin le multilatéralisme est vu comme une notion permettant deux interprétations différentes. Ceci nous conduit à la question de la souveraineté limitée.

Alerte à la « Souveraineté limitée »

L'invasion de la Tchécoslovaquie marquant la fin du Printemps de Prague s'est appuyée sur les sophismes d'une argumentation juridique fallacieuse, elle-même axée sur le principe ou soi-disant principe de la *souveraineté limitée*, inadmissible sur le plan moral, *source de conséquences imprévisibles sur les plans de la stratégie et de la politique.*

Imaginons en effet qu'une zone européenne, unifiée pratiquement comme l'est le bloc soviétique, à défaut de l'être juridiquement, soit le terrain de convulsions amenant au pouvoir un gouvernement communiste à Rome ou à Paris, par exemple. Pour quel motif la « souveraineté limitée » ne serait-elle pas imposée à l'Italie ou à la France comme elle l'a été à la Tchécoslovaquie?

Y réfléchir ne témoigne pas d'une vue partisane ou étroite des événements mais d'une conscience exacte des périls qui surgiraient inévitablement dans l'hypothèse que je viens d'évoquer.

De l'Oural à Vladivostock?

Enfin, et au terme de cet article, je pose moi aussi une question et notamment au « BULLETIN EUROPEEN ». Si l'on admet comme je l'estime moi-même que toutes les hypothèses méritent une analyse objective, *la vision du général de Gaulle d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural doit être retenue et commentée.* Je me limiterai à un *préalable*: que deviendrait dans le cas où ce plan verra le jour dans un avenir à moyen ou long terme, *la Russie de l'Oural à Vladivostock? Ne serait-ce pas une prime aux revendications de Mao-Tse-Tung?*

Mais ceci, comme dit Kipling, est une autre histoire. *Et cette histoire pourrait être celle des dernières convulsions de notre monde déchiré.*

Voici les deux questions auxquelles M. Franklin se réfère:

(1) *Les frontières terrestres de l'Europe se terminent au 30ème méridien, correspondant à peu près aux frontières de la Finlande, des Pays Baltes, de la Pologne, de la Roumanie à la frontière du Nistre et de la Grèce, Russie exclue.*

(2) *L'Europe se définit surtout par la « mentalité » que lui a créée sa culture.*

V. notre « questionnaire » du n. 3.

Lettre ouverte au Bulletin Européen

C'est en tant que tribune libre, publique, par esprit d'objectivité que le « Bulletin Européen » publie le point de vue exprimé par le prof. Arnaldo Mauri. Mais nous devons souligner que c'est un point de vue que nous ne partageons pas. Jamais, au cours de son histoire, la Russie n'a abandonné le moindre fragment de territoire, à moins de n'y être contrainte par la force. Si bien que jamais la Russie ne pourra entrer dans l'ordre d'idée de la « voie de décolonisation » souhaitée par le prof. Mauri. Pas plus qu'elle n'y était entrée hier, au temps des tsars, auquel se réfère Eminescu.

Les motifs pour lesquels, dans une géniale vision historique, le poète démasquait le péril russe ne sont pas seulement inspirés par le « patriotisme roumain » comme le dit le prof. Mauri, mais ont été analysés par une vue prophétique des événements à venir en Europe.

Les frontières au 30^e méridien sont un des principes desquels nous ne dérogerons jamais. Un Pays comme l'U.R.S.S. qui a massacré la Hongrie en 1956 et la Tchécoslovaquie en 1968 — en plein XX^e siècle — NE PEUT PAS ETRE CONSIDERE COMME UN PAYS EUROPEEN.

D'ailleurs les Russes eux-mêmes ne veulent pas être considérés comme des Européens. Comme l'a dit André Malraux, dans son livre « Les conquérants » : « La vraie raison pour laquelle la Russie n'est pas européenne n'a rien à voir avec la géographie: c'est la volonté russe ».

Je reçois en hommage depuis environ deux ans, la revue mensuelle « Bulletin Européen » que je lis avec un vif intérêt étant donné mes sentiments profondément européens. Dans le numéro 4 j'ai lu l'article intitulé « La Russie ne peut trouver place en Europe » qui s'inspire d'extraits de M. Eminescu. Tout en comprenant les motifs patriotiques qui ont stimulé la pensée de ce grand poète roumain, qui voyait dans la Russie l'oppression étrangère, il ne me semble pas qu'objectivement l'on puisse soutenir la thèse que la Russie ne fait pas partie de la civilisation européenne. Même sans remonter jusqu'à la commune matrice indo-européenne, puis à la chrétienne, il suffit de rappeler le remarquable apport fait à la culture et à l'art européens, à partir du siècle dernier, par ce Pays, pour considérer que la Russie fait incontestablement partie de l'Europe. Et l'on ne saurait réfuter cette affirmation en citant les influences indéniables que le monde asiatique a exercées dans divers domaines, surtout dans le domaine musical, sur la culture russe, car, en suivant le même critère, on devrait exclure de l'Europe la péninsule ibérique et la péninsule balkanique, sans parler de quelques unes des grandes îles de la Méditerranée.

Le problème, à mon avis, est un autre et peut se rattacher à la fameuse définition de l'Europe, donnée par de Gaulle « continent entre l'Atlantique et l'Oural » qui suscita tant de surprise et même un humourisme facile de la part de personnes dépour-

gues de connaissances historiques, ethniques et géographiques adéquates. Par cette définition, de Gaulle voulait souligner que la Russie est Europe, mais les confins de l'Europe n'arrivent pas au Pamir, à l'Oussouri et à l'Océan Pacifique. Comme le Portugal, la Russie doit donc faire un choix entre une intégration à l'Europe et le maintien de l'actuelle situation ambiguë de colonialisme moderne camouflé sous des formes souvent illusoire d'autonomies locales. Il faut toutefois donner acte au colonialisme russe de l'absence d'esprit racial, une autre caractéristique commune au colonialisme portugais.

Nous souhaitons que la Russie choisisse elle aussi dans les années à venir la voie de la décolonisation, sur laquelle se sont engagées depuis longtemps la France, l'Angleterre et d'autres pays européens. Il s'agit d'une décision difficile qui coûte des sacrifices sur le plan de l'orgueil national et, en conséquence, du rapatriement inévitable des colons installés dans les territoires conquis, mais qui n'implique certainement pas l'interruption de rapports de collaboration économique et culturelle avec les pays auxquels seraient accordée l'indépendance. Il suffit de citer, à ce propos, les rapports de fructueuse collaboration que beaucoup de pays européens entretiennent avec les pays africains de récente indépendance.

Si, par contre, la Russie, allant contre la tendance historique en acte, refuse de donner cours à la décolonisation, non seulement elle courra de gros risques en Orient,

Une conférence de M. Denis de ROUGEMONT

RES PUBLICA EUROPAEA

A l'occasion de la remise du Prix Robert Schuman, le 15 avril dernier, à Bonn, le philosophe Denis de Rougemont a prononcé une intéressante conférence dont nous donnons ci-dessous le résumé.

Pour comprendre les sentiments de Robert Schuman vis-à-vis de ces deux Institutions relativement modestes si on les compare à ce qui a été créé à Bruxelles et à Luxembourg, il suffit de lire le titre du second chapitre de la collection « Pour l'Europe » parue dans les dernières années de la vie de Robert Schuman: « Plus qu'une alliance militaire ou une unité économique, l'Europe devra devenir une communauté culturelle ». Pour préciser un autre trait du caractère et de la pensée de Robert Schuman, M. Denis de Rougemont cite une autre phrase du même chapitre: « L'unité de l'Europe ne peut être réalisée uniquement moyennant la création d'institutions européennes, ni même surtout au moyen de telles institutions: la naissance de l'unité européenne suivra les cheminements des esprits ». Mais en ce sens, en tant que culture, il faut entendre bien moins les formes d'art ou les possibilités scientifiques, *mais le but final et le sens de notre vie dans la « civitas »*. Les liens nécessaires entre culture et politique et les « cheminements des esprits » vers des institutions européennes qui mettent *la liberté avant le pouvoir et l'homme avant l'Etat*, doivent être les thèmes à affronter.

Le conférencier a souligné, à ce propos, que du fait même de la communauté de la culture — même si cette culture n'est pas homogène — on peut envisager une union parce que *« ce qui s'oppose coopère et de la lutte des contraires procède la plus belle harmonie »*. Cette maxime d'Héraclite, bien que paradoxale à première vue, s'est démontrée vraie jusqu'à nos jours.

La Grèce inventa la « civitas » et la basa sur le concept paradoxal du citoyen à la fois libre et responsable. Mais la Grèce in-

venta aussi l'analyse critique qui porte à la découverte de l'individu. A quoi Rome opposa l'Etat et ses institutions centralisées. Puis vint le Christianisme qui apporta le concept de l'amour du prochain.

Les valeurs déterminées par les Grecs, les Romains et les Chrétiens, tout en étant contrastantes entre elles n'en continuent pas moins à survivre dans la tradition, les livres et le subconscient collectif.

A ces sources, il faut ajouter au moyen âge les apports germaniques et celtiques avec les concepts du droit commun et personnel, de l'honneur et de la fidélité, sans oublier la recherche du « rêve » (Parsifal et Lancelot). Enfin il ne faut pas oublier la contribution de la culture arabe qui ne se borne pas à l'invention du « zéro » mais invente aussi l'idée d'amour en littérature. Enfin, au XIXe siècle, ajoutons l'apport slave et au siècle actuel la contribution de l'art africain et de la musique nègre américaine.

Pour la première fois l'homme a aujourd'hui la possibilité de décider de son avenir. L'homme moderne est obligé de se faire une idée nette de ce qu'il attend de la vie et de la société. Il doit décider s'il veut un haut standard de vie ou un haut « style » de vie. Pour l'Europe, cela veut dire qu'il faut décider si l'union de notre continent devra avoir pour but le pouvoir collectif ou la liberté de la personne. En d'autres termes: il faut faire un choix entre une « Res publica europaea » puissance industrielle et militaire sans individualité et une « Res publica europaea » ayant pour but la liberté finale, c'est-à-dire une vraie « civitas ». Cette dernière solution qui serait, selon le conférencier, préférable, aurait pour prémisses la destruction des Etats nationaux et l'abolition des frontières, avec la création de « régions ». Ainsi l'on aboutirait à la création d'une Europe vraiment unie dans la culture, une « res publica » basée sur de vraies communautés.

mais elle verra s'élargir la fracture avec l'Europe (surtout avec l'Europe orientale). Comment peut-on en effet demander à des Européens de se battre, de nos jours, pour défendre des confins comme ceux de l'Oussouri ou du Rovuma en Mozambique, qui ne sont certainement pas ceux de l'Europe.

Le Portugal, du moins, a eu la pudeur de ne pas demander l'appui des alliés européens de l'OTAN en Afrique, tandis que la Russie essaie d'englober les Pays d'Europe orientale dans les problèmes inhérents à la défense de ses possessions asiatiques.

A. Mauri

Problèmes des "Displaced persons"

UN INTERESSANT CONGRES A VADUZ

Les 2 et 3 mai s'est déroulé sous le patronage du prince de Liechtenstein, à Vaduz, Liechtenstein, un intéressant congrès (*Europäische Runde* - Tour d'Europe) organisé par l'Association des « Displaced Persons ».

Parmi les 40 membres de 10 pays, on notait, outre le prince de Liechtenstein, le Prince Ferdinand de Prusse, le Dr. Herbert Czaja (membre du Parlement allemand) M. Rudolf Wollner (vice-président de l'Association des « Displaced Persons »), le Dr. Constantin Dragan, M. Arvo Horm (secrétaire de la Ostseegesellschaft - Société de la Mer Baltique), le prof. Dr. von der Heydte, de l'Université de Würzburg et des représentants des Universités de Vienne et Gand.

* * *

L'ordre du jour prévoyait trois conférences.

Le Dr. Bach, membre du Bundestag, le Parlement allemand, devait parler des « Problèmes d'actualité de l'unification politique de l'Europe ». Il a souligné la nécessité de l'unification politique de l'Europe en analysant au cours de sa conférence l'actuelle politique orientale du Gouvernement Fédéral, le conflit sino-russe et la politique mondiale en général.

La seconde conférence tenue par le prof. Dr. Ermacora de l'Université de Vienne, membre de la Commission européenne pour les droits de l'homme, à Strasbourg, avait pour sujet « Les problèmes des minorités et les droits de l'homme sur notre continent ». Cette conférence était le noyau des travaux du congrès. Dans sa conférence, l'orateur a tracé le tableau de la situation actuelle des Bretons, Sud-Tyroliens, Basques, Croates et Transylvaniens et de la population allemande en Silésie, Et, en sa qualité de représentant de son Pays au Conseil d'Europe et près l'ONU, et comme tel, profond connaisseur de ces problèmes, il a affirmé que dans tous ces cas les droits de l'homme doivent être respectés. Comme solution partielle, il a proposé une certaine autonomie régionale dans le cadre de la constitution de l'Etat et une représentation éventuelle au Conseil d'Europe.

M. Charles Dasville, de Paris, troisième conférencier, a parlé des « Tâches d'organisation et méthodes de travail de la Europäi-

sche Runde ».

M. Dasville a souligné les rapports et contacts traditionnels existant entre de nombreux territoires européens qui se trouvent aujourd'hui sous des administrations différentes, comme par exemple l'Alsace-Lorraine et les territoires allemands limitrophes, diverses parties du Sud-Tyrol, les trois zones de la Suisse avec leurs trois langues et leurs relations avec les pays limitrophes etc... Le mouvement européen doit profiter de ces relations traditionnelles et doit intensifier le travail dans ce domaine. De même, la « Europäische Runde », en tant que représentant l'Association des « Displaced Persons » doit continuer à intensifier la collaboration avec les partis politiques européens (par ex. le parti de Otto Molden) et avec les associations européennes de Jeunesse et d'Étudiants. M. Dasville a conclu son rapport par un appel vibrant en vue de mener cette tâche à bonne fin.

* * *

Sous la direction de M. Wollner ont eu lieu ensuite des débats et discussions animées auxquels a participé notamment le Dr. Constantin Dragan.

M. C. Dragan a défini l'Europe comme un phénomène culturel et a parlé de la culture européenne, de la mentalité européenne et des dimensions et frontières européennes. Il a souligné que le grand adversaire de l'unification de l'Europe est l'impérialisme soviétique qui n'admet la formation de l'Europe unie que sous l'hégémonie soviétique si bien que la frontière orientale européenne se trouverait repoussée au 20ème méridien...

L'une des meilleures possibilités, selon le Dr. Dragan, serait une éducation européenne intensive, en vue de renforcer la conscience européenne. C'est uniquement en utilisant de nouvelles méthodes d'éducation et d'instruction que nous pouvons créer le sentiment européen qui amènera l'unification de l'Europe. Le but de l'unification européenne selon le Dr. Dragan, serait donc, avant tout, atteint à travers un renforcement et une définition de la culture européenne.

Au cours de la discussion et en rapport avec les problèmes actuels de la politique européenne, on a également analysé et ex-



Activités de la Fondation Européenne Dragan

MUNICH

Le mardi 16 juin a eu lieu au siège de la Fondation Européenne Dragan, à Munich, une conférence tenue par Otto von Habsbourg, sur le thème « La jeunesse, espoir de l'Europe » (*Die europäische hoffnungsvolle Jugend*). La conférence, reprise en télévision, a réuni environ 130 personnes, notamment les représentants du gouvernement et de la chancellerie bavaroise, les représentants diplomatiques de France, Italie, Espagne, USA, Grande Bretagne, Yougoslavie, Belgique, Hollande, Suisse, Suède accrédités à Munich, des professeurs des Universités de Munich, Salzbourg et Stuttgart, journalistes, étudiants etc... Le Dr. Mühlmann, de la Fondation Dragan de Munich a fait une courte allocution d'ouverture.

Otto von Habsbourg a commencé par une analyse approfondie des problèmes de la jeunesse actuelle, appelée à faire l'avenir de l'Europe. Il a souligné, notamment, l'influence négative d'une société qui est souvent un facteur de perversion pour la jeunesse, en

particulier à travers les moyens d'information radiotélévisuelles qui dominent la vie moderne.

L'orateur a ensuite exposé l'antagonisme qui oppose à la jeunesse l'esprit réactionnaire des classes dirigeantes européennes, phénomène qui est à la base de la révolte des Jeunes contre l'actuel état de choses. Le meilleur exemple de cette rébellion est la réaction violente de la jeunesse universitaire en lutte contre l'ordre légal en raison des faiblesses structurelles en grande partie héritage de la dernière guerre mondiale.

Autre facteur d'influence négative sur la jeunesse est la présentation de l'histoire dans le cadre des nouvelles pseudo-sciences, la « polytologie », les idéologies à la mode comme celles du prof. Herbert Marcuse, et les utopies marxistes.

Otto von Habsbourg a montré ensuite comment la lutte de classe s'est transformée en une lutte contre l'autorité et comment les anarchistes en profitent pour établir la des-

VADUZ

pliqué le programme et les tâches de l'Association des « Displaced Persons ».

Les membres du congrès se sont engagés à agir dans l'esprit de ce programme, dans leurs pays respectifs. En outre, ils attendent la continuation et l'intensification du travail entamé par le congrès, pour l'unification de l'Europe en faisant appel à l'opinion publique européenne, aux partis politiques de leurs pays et aux gouvernements européens en demandant l'intensification des efforts pour l'unité européenne en vue de créer un mouvement fort pour sa réalisation.

A la fin de la discussion et sur le désir ex-

primé par les congressistes, a été fondé un Comité d'Action internationale qui devra continuer le travail de l'Association des « Displaced Persons » sur la voie de l'unification européenne. Font partie de ce Comité international, outre le Prince Franz Josef von Liechtenstein, le prof. Dr. von der Heydte, le Dr. Constantin Dragan, Mme Hanna Magen et des représentants des organisations européennes des « Displaced Persons ».

Sur la requête qui lui en a été faite, le Dr. Constantin Dragan s'est déclaré prêt à mettre à la disposition du Comité l'organisation et les aménagements de la Dragan Europastiftung qu'il a créée et en particulier les bureaux de cette organisme à Munich.

**OTTO VON HABSBOURG**

a la parole;

à sa droite

le Dr. Erich

Mühlmann

de la Fondation

Européenne

Dragan

de Munich;

au fond

le Dr Constantin

Dragan.

truction comme méthode révolutionnaire. C'est dans le cadre de cette philosophie de l'anarchie, avec ses sophismes et ses spéculations, qu'il faut analyser la situation de la jeunesse. Un rôle important est également joué par la technique. Les ordinateurs, la technique de l'information sont en train de faire de nous de véritables esclaves et influencent toute notre vie.

Un des plus grands motifs de la révolte des jeunes contre l'« Establishment » c'est qu'en entrant dans la vie ils découvrent un monde bien différent de celui dont l'école leur a donné l'image et cette contradiction provoque chez eux des réactions violentes. Enfin, une autre cause de la révolte des jeunes, c'est la non concordance entre le développement économique et scientifique de notre société et les méthodes archaïques utilisées pour la solution des problèmes politiques: autrement dit la discordance entre système économique et système politique, ce dernier étant incapable de trouver des solutions aux grands problèmes de nos jours.

Exposant ensuite le rôle joué par l'Université dans la formation de l'esprit des jeunes et le développement de leur vie politique et sociale, au sortir de l'Université, Otto von

Habsbourg a montré que la réforme universitaire, dans le cadre de l'Etat national, n'est plus réalisable.

Mais le conférencier désapprouve une jeunesse qui critique la société de consommation tout en étant la première à en profiter. Pour conclure, il a précisé que la tension actuelle n'a pas de fondements idéologiques sérieux, mais qu'il y a bien des critiques, faites par les jeunes, dont nous devrions tenir compte.

Dans cette confrontation entre les jeunes et les vieilles générations, la jeunesse de toute l'Europe se trouve unie sur les points essentiels, tels que l'unification européenne, la réforme universitaire etc...

Il est significatif que la jeunesse française soit pour l'intégration européenne le plus tôt possible, même si elle devait voter pour un candidat non français à la présidence de cette Europe unie. Enfin, il ne faut pas oublier l'une des grandes qualités de la jeunesse européenne: elle est libérale en grande partie et non communiste, non raciste, non conservatrice. Ce facteur positif joue un grand rôle dans le développement des énergies de cette jeunesse qui a la volonté, la préparation scientifique et toutes les qualités nécessaires

A l'Institut d'Etudes Européennes ALCIDE DE GASPERI

Le 26 juin, l'Hon. Dr. Mario Ferrari Aggradi, ministre pour les relations avec le Parlement a tenu une conférence sur le sujet « Problèmes économiques de l'Europe d'aujourd'hui ».

Cette conférence a été prononcée à l'occasion de la clôture du XV^e Cours de l'Ecole de perfectionnement des études européennes de l'Institut d'Etudes Européennes « Alcide De Gasperi », de Rome.

Fondé à Rome par Alcide De Gasperi, qui en fut le premier directeur, l'Institut d'Etudes européennes se propose d'encourager le progrès de l'éternelle philosophie réaliste vivant dans la tradition chrétienne, et de favoriser des initiatives culturelles tendant à approfondir les problèmes économiques, juridiques et sociaux ayant trait à l'intégration et à la collaboration européennes.

Au sein de l'Institut, fonctionne l'Ecole de perfectionnement pour la préparation de ceux qui aspirent à obtenir le diplôme de *Perfectionnement en Etudes européennes*.

L'Ecole de Perfectionnement de l'Institut d'Etudes européennes « Alcide De Gasperi » a pour but de préparer ceux qui aspirent à remplir une fonction dans les organisations internationales européennes ou dans des organismes nationaux dont l'activité se trouve en liaison avec ces organisations.

Sont admis à l'Ecole les citoyens italiens et étrangers munis d'une licence en Droit, Science Politique, Economie et Commerce, Science des Statistiques, ou titres équivalents. Pourront également être admis des « auditeurs » italiens et étrangers en possession de titres d'études divers.

Les cours de l'Ecole ont la durée d'une année académique.

Les cours sont tenus par des professeurs universitaires italiens. Des conférences fai-

tes par des professeurs italiens et étrangers et par de hauts fonctionnaires des Organisations internationales, ainsi que des Tables rondes concernant des questions spécifiques d'intérêt européen, intégreront les leçons. Le total annuel de celles-ci est de 300 heures environ.

Les leçons ont lieu quotidiennement, sauf le samedi, de 16 heures à 20 heures. Les exercices et les séminaires ont lieu deux fois par semaine.

Les examens de fin d'études ont lieu pendant les deux sessions d'été (juin) et d'automne (octobre); chaque session ne prévoit qu'un appel unique.

Les examens de fin d'études une fois soutenus et passés, le candidat présentera une dissertation écrite qui sera discutée devant une Commission constituée à cet effet. A la fin des études, l'Institut délivre le *Diplôme de Perfectionnement en Etudes Européennes*.

Dans la collection des EDITIONS DE LA GRISIERE, Paris vient de paraître.

AGENDA D'EXIL

Poèmes qui communiquent l'émotion de l'exilé qui voit Dieu exilé comme lui d'une actualité où la présence de l'événement est la seule qui compte. Un témoignage d'une foi vibrante qui transcende l'ordinaire de la vie.

de **C. MICHAEL-TITUS**

auteur du « Mal du Ciel », Prix Bardet de l'Académie Française

Diffusé par la Librairie Saint-Germain-des Prés, 184, Bd. St. Germain, Paris (6^e).

(suite de la p. 18)

pour mener à bien les grandes tâches de l'avenir. La jeune génération a droit à notre confiance et elle a le droit d'être traitée par les vieilles générations sur pied d'égalité, pour construire l'Europe dont elle va hériter.

I. M.

MADRID: Inauguration du nouveau siège de la FED

Au cours de la cérémonie, après la bénédiction des locaux, le Dr. Constantin Dragan a prononcé une courte allocution et le Dr.

D. José Larráz a prononcé une conférence sur le thème « DISCURSO EUROPEISTA » (A propos d'Européisme).

Après la conférence diverses interventions des assistants ont donné lieu à un intéressant débat.

Le siège de la Fondation Européenne Dragan à Madrid a été inauguré le 26 juin dernier en présence de nombreuses personnalités des milieux culturels et mondains de la capitale espagnole. L'adresse du siège madrilène est:

Via Antonio Acuña, 19 - Madrid - 9

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME FONDEE

PAR CONSTANTIN DRAGAN EN 1950

ont collaboré ou collaborent:

Konrad ADENAUER, P. E. ARGENTIERI, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECHLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Pietro GERBORE, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOORLICH, Paul Van ZEELAND.

bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVAUT GINI
Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 672.578

A B O N N E M E N T S

Italie Lires 2.000 | Etranger . Dollars 3,—
Abonn. d'Honneur 5.000 | Abonn. d'Honneur 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile **Universitas Personarum Dragan** - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA